

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 22/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCHILLIGER BOIS SAS**

route du Port Rhenan  
68600 Volgelsheim

Références : 0006702667/YO/SPRA  
Code AIOT : 0006702667

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2023 dans l'établissement SCHILLIGER BOIS SAS implanté route du Port Rhenan 68600 Volgelsheim. L'inspection a été annoncée le 05/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCHILLIGER BOIS SAS
- route du Port Rhenan 68600 Volgelsheim
- Code AIOT : 0006702667
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Schilliger exploite d'importantes chaînes de seconde transformation comme le séchage et le rabotage des bois, la production de bois abouté, de lamellé-collé, de panneaux multiplis de construction, de panneaux en fibres de bois ainsi que le traitement auto clave et trempage.

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 16	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Estimation des rejets de poussière et SO <sub>2</sub>	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 77(AM 2910_3110_MCP)	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Surveillances périodiques des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 76(AM 2910_3110_MCP)	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Clôture	Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 13	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvement d'eau	AP Complémentaire du 11/07/2013, article 5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite d'inspection, il a été constaté des non conformités dans les domaines de la ressource en eau pour la sécurité incendie, les rejets de poussières ainsi que la surveillance des émissions atmosphériques. De plus, des travaux en cours empêchent la correcte clôture de l'enceinte du site.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prélèvement d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/07/2013, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>Les volumes d'eau consommés devront être mesurés ou relevés tous les mois. Les résultats devront être consignés dans un registre qui sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées</p>
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate qu'un registre informatique a été créé suite au constat de non-conformité de mars 2022. Pour chacun des deux bacs de traitement du bois, un tableau permet de retrouver la quantité de produit introduite dans l'appareil, le taux de dilution employé ainsi que le tonnage de bois traité. <p>Les constats sont conformes aux attendus.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Sécurité incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressource en eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ressources en eau doivent permettre d'alimenter avec un débit suffisant les moyens d'intervention, ci-dessous énoncés et les moyens mobiles mis en œuvre le cas échéant par les réserves d'incendie et de secours, y compris en période de gel. Ces ressources comprennent : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 4 puits de pompage en nappe de débit 60m3 chacun</li> <li>- 2 aires de pompage dans le canal de Neuf-Brisach</li> <li>- 1 aire de pompage au niveau de Rhin en limite Est à l'extérieur du site</li> </ul> <p>Les divers moyens de lutte doivent assurer un débit simultané de 72° m3 pendant 2 heures</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare à l'inspection des installations classées faire venir les pompiers une à deux fois par an pour s'assurer du bon fonctionnement des différents postes de débit d'eau; cependant aucune mesure de débit n'a été réalisée, et ces visites ne sont pas formalisées. <p>L'inspection des installations classées constate la présence des 4 puits de prélèvement d'eau en nappe, cependant l'un d'eux a subi des dégâts suite à la collision d'un camion et doit être réparé et testé.</p> <p>Les deux aires de prélèvement d'eau dans le canal sont bien présentes, en revanche l'aire de</p>

pompage au niveau du Rhin n'existe pas et l'exploitant a déclaré que lors de leurs tests, les pompiers vont pomper dans une zone non balisé.
Ceci constitue une non conformité à la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Estimation des rejets de poussière et SO<sub>2</sub>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 77(AM 2910_3110_MCP)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW comprenant au moins un appareil consommant au moins un combustible visé en 2910-B, l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets de SO<sub>2</sub> basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation pour les appareils consommant un combustible relevant de la rubrique 2910-B. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées dans le programme de surveillance, prévu à l'article 74 du présent arrêté.</p> <p>II. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW comprenant au moins un appareil consommant au moins un combustible visé en 2910-B, une évaluation en permanence des poussières rejetées est effectuée pour les appareils consommant un combustible relevant de la rubrique 2910-B.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classés a constaté sur site une chaudière biomasse d'une puissance thermique nominale de 8 MW, celle-ci fonctionne avec les écorces de bois issus du process de traitement des grumes.</p> <p>Cette chaudière alimente un circuit d'eau qui est utilisée pour le chauffage de certains hangars du site ou une température minimale est requise toute l'année pour l'utilisation de certaines colles, le chauffage des locaux et eau sanitaire; ainsi que le fonctionnement des hall de séchage du bois.</p> <p>L'exploitant déclare qu'un entretien est effectué deux fois par an, pendant lequel le corps de chauffe est nettoyé, la cheminée ramonée et une vérification globale de l'installation effectuée.</p> <p>L'inspection des installations classés constate que l'exploitant n'a pas pu présenter lors de la visite, un document attestant un système de filtration des fumées, et n'a pas pu fournir une estimation des poussières et du SO<sub>2</sub> émis.</p> <p>Ceci constitue une non conformité à la prescription contrôlée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 4 : Surveillance périodiques des émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 76(AM 2910_3110_MCP)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. – Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé [...]au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– une fois tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ;</li> <li>– une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ;</li> </ul>

<p>– une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.</p> <p>II. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A, une mesure de formaldéhyde, des COVNM et des métaux est réalisée seulement lors de la première mesure des rejets atmosphériques réalisée sur l'installation lorsque ces polluants sont réglementés.</p> <p>III. - Lorsque l'installation est équipée d'un dispositif de traitement des NOx à l'ammoniac ou à l'urée, la concentration en NH3 dans les gaz résiduels est mesurée à la même fréquence que celle des mesures périodiques de NOx.</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que l'exploitant ne réalise aucune mesure de surveillance des émissions atmosphériques, cependant une visite est prévue à la fin du mois de juillet 2023 pour mettre en place un tel protocole.</p> <p>Ceci constitue une non conformité à la prescription contrôlée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Clôture

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...] Afin d'en contrôler l'accès, l'établissement est entouré d'une clôture efficace et résistante. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté que le site n'est pas clos au niveau du parking du personnel, suite à des travaux d'aménagement. Le site est donc complètement accessible depuis l'extérieur sur plusieurs dizaines de mètres, clos uniquement par de la rue-balise.</p> <p>Ceci constitue une non conformité à la prescription contrôlée.</p>
<p><b>Observations :</b> Des travaux de fermeture du site par ajout d'un portail d'accès au parking du personnel est en projet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois